

DANS L'ACTUALITE du 12 au 15 mars 2013

Textes officiels

JO n° 0061 du 13 mars 2013

[Décret n° 2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la taxe locale sur la publicité extérieure](#)

Publics concernés : communes, établissements publics de coopération intercommunale et exploitants de supports publicitaires.

Objet : permettre l'application de la taxe locale sur la publicité extérieure en précisant ses modalités de liquidation et de recouvrement et en définissant les procédures de rehaussement contradictoire et de taxation d'office.

[Arrêté du 4 mars 2013 portant classement parmi les sites du département de la Dordogne de l'ensemble formé par la grotte de Maxange et ses abords](#)

JO n° 0060 du 12 mars 2013

[Liste des sites classés au cours de l'année 2012 \(code de l'environnement, art. L. 341-1 à L. 341-22, R. 341-4 et R. 341-5\)](#)

[Avis relatif à l'agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques et fiches techniques correspondantes](#)

Jurisprudence

Contrat public

Recours indemnitaire : indépendance des procédures

Un candidat évincé d'une première procédure de passation d'un lot d'un marché peut présenter une demande d'indemnisation même s'il ne s'est pas porté candidat à la seconde consultation lancée sur le même lot et reprise par le pouvoir adjudicateur.

[CAA Nancy 17 janv. 2013 *Sté Grillet Transport*, req. n° 12NC00213](#)

Négociation en MAPA

Le pouvoir adjudicataire peut légalement négocier qu'avec une partie des candidats.

[CAA Bordeaux 8 janvier 2013 *Sté DTP Terrassement c/ communauté de communes d'Ussel-Meymac-Haute-Corrèze*, req. n° 11BX03238](#)

Urbanisme

Enseignes et préenseignes : le Conseil d'Etat apporte des éclaircissements

Le Conseil d'Etat vient de préciser les notions juridiques d'enseigne et de préenseigne dans un arrêt du 4 mars 2013.

[CE 4 mars 2013 *Sté Pharmacie Matignon*, req. n° 353423](#)

Expropriation : notification du dépôt de dossier d'enquête parcellaire

Quelles obligations pour l'expropriant lorsque la notification au domicile du propriétaire concerné par l'expropriation revient avec la mention "non réclamé" ou avec la mention "n'habite pas à l'adresse indiquée" ?

[CE 13 février 2013 *Communauté d'agglomération de Montpellier*, req. n° 343164](#)

La carte communale n'emporte pas les effets du PLU en matière de sursis à statuer

La prescription de l'élaboration d'une carte communale ne permet pas de surseoir à statuer sur les demandes de permis de construire qui seraient de nature à en compromettre l'exécution.

[CAA Bordeaux 7 févr. 2013 SCI du Bois, req. n° 12BX00218](#)

Environnement

Déchets

Statut et sortie du statut de déchet : la Cour de justice de l'Union européenne rappelle à son tour la nécessaire distinction entre « utilisation » et « réutilisation »

[CJUE 7 mars 2013 Lapin elinkeino-, liikenne- ja ympäristökeskuksen liikenne ja infrastruktuuri – vastuualue / Lapin luonnonsuojelupiiri ry, Aff. C-358/11](#)

Pollution des sols : la responsabilité du propriétaire du terrain n'est que subsidiaire

Par deux arrêts du 1er mars 2013, le Conseil d'Etat a précisé que la responsabilité du propriétaire du terrain au titre de la police des déchets "ne revêt qu'un caractère subsidiaire par rapport à celle encourue par le producteur ou les autres détenteurs de ces déchets et peut être recherchée s'il apparaît que tout autre détenteur de ces déchets est inconnu ou a disparu".

[CE 1er mars 2013 M. B. D, req. n° 348912](#)

[CE 1er mars 2013 Sté Natiocrédimurs, req. n° 354188](#)

Opposition à un parc éolien : appréciation de l'intérêt à agir d'une association

Rejet du recours d'une association contre la construction d'un parc éolien au motif que celle-ci ne justifie pas d'un intérêt à agir pour demander l'annulation des permis de construire, au regard de ses statuts, de son champ géographique et de son objet social.

[CAA Lyon 8 janvier 2013 Association Les Amis du Patrimoine Tonnerrois, req. n° 12LY01656](#)

Réponse ministérielle

Urbanisme

Conditions de la réalisation d'un projet en site classé

Une réponse ministérielle précise qu'il n'est pas nécessaire de déclasser le site protégé, même partiellement, lorsque la réalisation du projet sur ce site ne contrevient pas aux principes du classement.

[Rép. min. n° 476, JO Sénat du 20/08/2012](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Une méthode pour le reporting des achats responsables

[L'Observatoire des achats responsables \(Obsar\) propose aux donneurs d'ordre publics ou privés des outils pour structurer leur démarche d'achat responsable et mesurer les résultats obtenus.](#)

Source : Le moniteur.fr du 13/03/2013

Les marchés publics dans le top 10 des législations les plus contraignantes en Europe

[La Commission européenne a interrogé les entreprises de l'UE \(principalement les PME\) sur les réglementations qu'elles jugent les plus lourdes à supporter. Sans surprise, la passation des marchés publics arrive dans le Top 10. Mais pas les délais de paiement.](#)

Source : Le moniteur.fr du 11/03/2013

Urbanisme

Nouveau Grand Paris : Jean-Marc Ayrault réaffirme les engagements de l'Etat

Lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale le 12 mars, Jean-Marc Ayrault a défendu le projet de "Nouveau Grand Paris" dont il avait dévoilé le calendrier et le plan de financement il y a une semaine à l'université de Marne-la-Vallée.

Source : Locatis.info du 14/03/2013

Un premier pas vers des achats plus responsables mais des efforts restent à faire

Dans sa quatrième édition, le baromètre des achats responsables présenté le 26 février par l'Observatoire des achats responsables (ObsAR) montre que la réduction des coûts n'est plus un facteur essentiel dans la mise en œuvre des politiques d'achats. En effet, 62% des responsables achats interrogés affirment que leur priorité passe par la réussite d'une politique d'achats responsables.

Source : Locatis.info du 14/03/2013

Le Mipim inquiet d'une menace de « bulle immobilière »

Les professionnels de l'immobilier d'entreprise, venus du monde entier pour le 24e Mipim du 12 au 15 mars à Cannes, s'inquiètent de la menace d'une possible « bulle immobilière » car les banques restreignent leurs crédits en raison des nouvelles normes, dites de « Bâle III ».

Source : Le moniteur.fr du 11/03/2013

Environnement

Alternatives aux pesticides : les collectivités de plus en plus impliquées

La huitième édition de la Semaine pour les alternatives aux pesticides, coorganisée par l'association Générations futures, se déroulera du 20 au 30 mars. 700 manifestations sont déjà programmées un peu partout en France pour alerter sur les dangers des pesticides.

Source : Locatis.info du 14/03/2013

Rénovation énergétique : lancement d'une réflexion sur une obligation de travaux

Dans le cadre du débat national sur la transition énergétique, le plan Bâtiment durable a été chargé de conduire une réflexion sur la faisabilité et les éventuelles conditions de mise en œuvre d'une obligation future de rénovation énergétique dans le secteur résidentiel.

Source : Locatis.info du 14/03/2013

La Commission européenne lance une consultation sur les inspections environnementales

Une consultation relative à la révision du cadre communautaire actuel sur les inspections environnementales est proposée sur le site de la Commission européenne jusqu'au 26 mai prochain.

Source : Actu-environnement.com du 06/03/2013

Un projet de loi transpose la directive Seveso 3

Le gouvernement a déposé devant l'Assemblée nationale le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne dans le domaine du développement durable présenté en Conseil des ministres le 6 mars dernier.

Source : Locatis.info du 13/03/2013

Eolien : suppression des ZDE et de la règle des cinq mâts

Dans la nuit du 11 au 12 mars, le Parlement a définitivement adopté la proposition de loi portée par François Brottes, Président de la Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale.

Source : Le moniteur.fr du 13/03/2013

Bruxelles présente ses objectifs en matière de CO2 d'ici à 2030

Selon la version de travail d'un document de la Commission de Bruxelles sur la politique future en matière d'énergie et de climat, l'Union européenne va devoir réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 % – par rapport aux niveaux de 1990 – et porter la part des énergies renouvelables à 30 % d'ici à 2030, a-t-on appris le 12 mars.

Source : Le moniteur.fr du 13/03/2013

Etude d'impact : vers une dispense de certains projets de défrichement

Le ministère de l'Ecologie organise une consultation publique, jusqu'au 31 mars, sur un projet de décret modifiant le tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement. Ce tableau détermine les projets devant faire l'objet d'une étude d'impact systématique ou après un examen au cas par cas.

Source : Locatis.info du 12/03/2013

Transport

Péage urbain : TDIE veut briser le tabou social

Revenu sur le devant de la scène avec les succès apparents des dispositifs de Londres, Stockholm, Milan et, depuis ce début d'année, Göteborg, deuxième ville de Suède, le péage urbain est un serpent de mer qui divise de longue date les élus. Le 12 mars, l'association TDIE (Transport, développement, intermodalité, environnement) a fait le point sur le sujet.

Source : Locatis.info du 12/03/2013

PPRT : les collectivités ont encore du mal à appréhender la procédure

Une enquête sur l'implication des collectivités dans la procédure des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) montre qu'elles ont intérêt à se doter de compétences techniques pour mieux participer à la démarche et construire un partenariat équilibré avec l'Etat en matière de risque industriel.

Source : Locatis.info du 11/03/2013

Administratif

Conflits d'intérêts : le gouvernement promet un projet de loi d'ici l'été

Un projet de loi qui renforcera la prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique sera présenté au Conseil des ministres "avant l'été", a annoncé le Premier ministre, le 13 mars.

Source : Locatis.info du 14/03/2013

Collectivités territoriales

Eloi Laurent : les inégalités territoriales ne se résument pas au PIB

["On ne peut pas considérer les inégalités territoriales exclusivement sous l'angle du revenu", a déclaré l'économiste Eloi Laurent, mardi 12 mars, devant la commission du développement durable du Sénat. L'auteur du rapport sur l'égalité des territoires remis à Cécile Duflot le 22 février estime que les inégalités territoriales sont "plurielles" et qu'elles ne se résument pas au PIB.](#)

Source : Locatis.info du 14/03/2013

Politique de cohésion 2014-2020 : l'Etat et les acteurs locaux cherchent le bon curseur

[Les réponses des collectivités à la consultation de la Datar sur l'utilisation des fonds structurels font ressortir des besoins "oubliés" par Bruxelles : infrastructures de haut débit, de transports et services publics.](#)

Source : Locatis.info du 12/03/2013

Vu dans les revues

Contrat public

Contrats et marchés publics n° 3 – mars 2013 p. 13-14, *Lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique (volet législatif)*, par Guylain CLAMOUR

Contrats et marchés publics n° 3 – mars 2013 p. 49-51, *Le recours à un financement de projets incluant une tranche islamique dans le cadre de partenariats public-privé français : mythe ou future réalité ?*, par Stéphane BRACONNIER

Le moniteur n° 5703 – 15 mars 2013 p. 43, *Dématérialisation des marchés publics « Une revue de jurisprudence pour alerter sur les risques*, par Elodie CLOATRE

Le moniteur n° 5703 – 15 mars 2013 p. 44-45, *Délégation de service public, comment déterminer le régime des biens de retour*, par Xavier LOIRE

Urbanisme

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 163 – mars 2013 p. 20-21, *Le statut juridique particulier des ponts*, par Samuel DELIANCOURT

Collectivités territoriales

Contrats et marchés publics n° 3 – mars 2013 p. 7-11, *L'aménagement numérique du territoire*,
par Béatrice MAJZA

Presse

Les entreprises normandes et bretonnes parient sur l'énergie hydrolienne

[L'Etat invite les entreprises à se positionner sur les énergies marines.](#)

[La Basse-Normandie se mobilise.](#)

Source : Les Echos.fr du 15/03/2013